



Vers une réouverture des écoles en septembre ?

Le déconfinement se fera par étapes, a annoncé Edouard Philippe. Selon nos informations, pour les élèves et leurs parents, les conséquences vont être lourdes. « Dis quand reviendras-tu ? Voilà combien de jours, voilà combien de nuits, voilà combien de temps que tu es reparti » ... Le quotidien des parents d'élèves ressemble depuis trois semaines à une mélopée de Barbara. Télétravailler, gérer le foyer et se substituer aux enseignants quand l'enfant n'est pas assez autonome pour se prendre en main. Tous ceux qui se sont essayés à cette forme inédite de démultiplication de leur être sont arrivés à la même conclusion : à moins d'être doté, tel Krishna, de plusieurs avatars, cela ne marche pas.

Jusqu'à présent, la perspective d'une reprise des cours rapide au lendemain des vacances de Pâques, faisait vivre l'espoir. Las, il est de moins en moins certain que les enseignants puissent continuer à écrire à nos enfants « au printemps, tu verras, je serai de retour ». Selon nos informations, il est même probable qu'une bonne partie des élèves fassent leur rentrée beaucoup plus tard en juin, voire en septembre, quand « craquent les feuilles mortes, brûlent les feux de bois ».

Excès d'optimisme

En cette période de pandémie, soumise aux sautes d'humeurs d'un macrovirus hautement contagieux, rares sont les prévisions qui tiennent la route bien longtemps. Une bonne surprise est donc toujours possible. Reste que le ministre de l'Éducation, comme il l'a promis, va communiquer demain vendredi sur l'organisation de la fin de l'année scolaire. Que le Premier ministre va s'exprimer longuement ce soir jeudi 2 avril à 20h30. Et tout nous indique qu'à circonstances exceptionnelles vont être apportées des réponses exceptionnelles. Bien peu réjouissantes pour les parents.

Jusqu'à présent, Jean-Michel Blanquer a plutôt péché par excès d'optimisme – son penchant naturel – quitte à se mettre en situation difficile. Jeudi 12 mars au matin, il annonçait que la fermeture totale des écoles n'était pas envisagée à court terme avant d'être contredit le soir-même par le président Macron. Puis, le 23 mars, il présentait le 4 mai comme « le scénario privilégié » pour un retour en classe.

Depuis, de l'eau a coulé sous les ponts. Les déclarations d'Edouard Philippe mercredi à l'Assemblée sont venues le confirmer : alors que l'épidémie se prolonge et n'a toujours pas atteint son pic, la perspective d'un déconfinement rapide s'éloigne de plus en plus. Celui-ci se fera sûrement de manière graduelle, territoire par territoire, classe d'âge par classe d'âge. Quant aux regroupements publics prévus en juin, tel le second tour des élections municipales, ils seront probablement reportés à l'automne.

Plusieurs scénarii

Qu'est-ce que cela signifie d'un point de vue éducatif ? D'abord, que l'idée même d'épreuves nationales du bac ou du brevet deviendrait caduque. Jusqu'au début de la semaine, le ministère planchait sur plusieurs scénarii. Entre grèves en janvier et février (à cause de la réforme du lycée) et épisode coronavirus depuis le 16 mars, l'année des élèves de terminale a été particulièrement bousculée, mais, en cas de retour en classe début mai, la tenue d'un bac « light » réduit à une ou deux épreuves (les deux matières dominantes de la série ou la philo et la matière dominante) restait possible.

Les profs comme le ministre y tenaient, attachés à la fonction de « rituel » et de « boussole » de l'épreuve commune. Certains y voyaient même une manière de s'inscrire dans un processus de résilience : lever le pied pour faire un travail de deuil avec les élèves mais leur montrer dans le même temps que coûte que coûte, la vie (scolaire) doit continuer.

Las, ce scénario ne tient plus dès lors que tout le territoire n'est pas débarrassé du coronavirus

avant juin. Et que le déconfinement se fait région par région. La « dimension rituelle » des épreuves du bac n'ayant de sens que si celui-ci conserve son caractère national. Pour tenter de sauver son monument, le ministère aurait pu présenter plusieurs scénarii en fonction des dates de reprise possibles, début mai, mi-mai ou début juin.

Mais, suite à la multiplication des cafouillages dans la communication gouvernementale, Edouard Philippe et Jean-Michel Blanquer auraient finalement fait le choix de ne développer qu'une seule piste - la plus prudente d'un point de vue sanitaire – afin de ne pas avoir à revenir plus tard sur leurs déclarations. « Il faut donner de la visibilité aux jeunes, aux familles et aux enseignants, on ne peut pas les laisser plus longtemps dans l'incertitude, c'est trop déstabilisant », nous dit ainsi une source gouvernementale.

Par région, par classe d'âge, avec des tests sérologiques... A quoi pourrait ressembler le déconfinement progressif ?

Perspective de plus en plus plausible

La solution présentée devrait donc être un baccalauréat évalué au contrôle continu intégral en s'appuyant sur les bulletins de notes de première et de terminale. Ce qui reviendrait à mettre en place - avec un an d'avance et en poussant sa logique à l'extrême - la réforme du bac voulue par Jean-Michel Blanquer (qui prévoit d'intégrer le contrôle continu à hauteur de 40 % dans l'évaluation des candidats).

Chez les syndicats, même les plus farouchement opposés à ladite réforme, cette perspective paraît de plus en plus plausible. « Les collègues ont du mal à s'y faire, certains continuent même à organiser des bacs blancs à distance, mais il est clair que si les établissements ne peuvent pas rouvrir avant fin mai début juin, il faudra se résoudre à s'appuyer, faute de mieux, sur les seules notes du contrôle continu », admet Claire Guéville, la responsable du secteur lycée au SNES-FSU majoritaire dans le second degré.

Dans cette œuvre de transparence, le gouvernement, s'il en tient à sa logique du scénario unique pourrait aller encore plus loin et annoncer la fermeture définitive des établissements scolaires. Notamment les écoles primaires où il est quasi impossible de faire respecter les gestes barrières. Le déconfinement se fera « classe d'âge par classe d'âge » a précisé mercredi Edouard Philippe. Si les personnes âgées sont considérées à risque, les enfants, eux, on le sait, sont des vecteurs potentiels de l'épidémie...

Ils pourraient donc retrouver la liberté plus tardivement que leurs aînés. Restera à gérer cette interruption inédite du temps scolaire. Sachant, qu'à l'école hélas, comme en toute chose, malgré les beaux discours et les bonnes volontés, « tout le temps qui passe ne se rattrape guère, tout le temps perdu ne se rattrape plus ».

Gurvan Le Guellec